

Les signes conventionnels et les modes de représentation du plan cadastral Napoléonien

Le cadastre "Napoléonien", instrument de la recherche Historique et Archéologique

par M. Gérard BAPTISTE

*Chercheur à l'Inventaire Général des monuments et des richesses artistiques de la France
chargé de la cellule cartographique*

Le cadastre de la France, levé au début du 19^e siècle, n'a plus guère aujourd'hui d'intérêt fiscal ; il a cependant trouvé, depuis quelques années, une nouvelle vocation : celle d'être une source d'information pour l'historien et l'archéologue. Les plans et les divers registres cadastraux contiennent, en effet, une riche information sur l'habitat, les cultures, le régime de propriété, la toponymie ancienne, la démographie, ..., bref, une foule d'indications variées sur la France de la première moitié du 19^e siècle. Mais, pour que ces renseignements soient utilisés d'une manière scientifique et raisonnée, il importe d'en mesurer la fiabilité et la validité et, pour cela, il est nécessaire de connaître dans le détail l'esprit et les méthodes avec lesquels ils ont été collectés. Or ce cadastre "napoléonien" que chacun croit connaître est, en fait, un "mal connu" : combien d'années ont duré au juste les opérations ? Comment étaient-elles organisées ? Qui étaient les hommes qui les ont réalisées ; quelles étaient leur formation, leurs méthodes ? Quelles indications contiennent exactement les plans, les matrices et les états de section ? etc. A toutes ces questions, les réponses restent imprécises et, un peu paradoxalement, de cette si importante entreprise pas si lointaine, l'histoire véritable reste à faire. Il est vrai que la destruction pendant la Commune de 1871 des archives du Ministère gêne considérablement un tel travail.

L'Inventaire général des monuments et richesses artistiques de la France (Ministère de la Culture et de la Communication), qui a pour mission de faire le recensement et l'étude du patrimoine artistique de la France, a fait du cadastre ancien un des outils fondamentaux de sa documentation, et il est donc au premier chef intéressé à le mieux connaître. C'est dans ce but que, sous l'égide de l'Institut du Patrimoine, il a organisé à Paris, les 6 et 7 mars 1986, un stage sur "le cadastre du 19^e siècle" au cours duquel sont intervenus une dizaine d'orateurs, dont MM. Fraval de l'Ecole Nationale du Cadastre, B. Rouleau, professeur à l'Ecole Supérieure de Cartographie, Almin des Archives de l'Orne et des chercheurs de l'Inventaire.

Après un historique rapide de l'organisation et du déroulement des opérations, et un inventaire des endroits où peuvent avoir été archivés les divers documents

cadastraux, les exposés se sont efforcés de préciser notre connaissance des travaux d'arpentage et d'expertise. Ils ont d'abord porté sur le plan cadastral : description critique des méthodes de levé et appréciation de la régularité des plans cadastraux, définition des objets représentés, appréciation de la validité et de l'exhaustivité de cette représentation et inventaire des signes conventionnels utilisés. Des expériences d'exploitation graphique de ces plans, particulièrement par superposition au plan actuel, ont été présentées. Les intervenants suivants se sont attachés à décrire les documents servant à l'évaluation cadastrale : présentation des matrices, des états de section, des registres des augmentations, analyse des informations qu'ils contiennent, et de la manière, ou plutôt des manières successives, dont étaient estimés les revenus cadastraux ; étude aussi des modes de recensement des "portes et fenêtres" ; et d'enregistrement des modifications de l'allivrement cadastral, des mutations et des documents de conservation comme les bulletins de "bâtiements ruraux", des "propriétés bâties", etc.

Tous ces exposés, dont est extrait l'article qui suit, ont permis de mieux comprendre comment ont été établis tous ces documents cadastraux et, par suite, de préciser les méthodes et les limites de leur utilisation, en particulier pour l'histoire générale ou monographique de l'architecture française.

A la suite de ce stage qui a révélé les lacunes importantes de l'information conservée dans les Archives officielles (Archives Nationales du Service du Cadastre à Paris et à Saint-Germain-en-Laye, Archives départementales), nous serions particulièrement intéressés par tous les documents concernant le cadastre napoléonien et le cadastre par nature de culture qui le précéda, qui doivent être conservés dans les cabinets de géomètres-experts DPLG (minutes des levés et des tableaux indicatifs, double des procès-verbaux de délimitation, instructions officielles, ...). D'avance nous remercions ceux qui adresseront toute information à :

L'Inventaire Général, Division "Image & Nouvelles Technologies" (Cadastre napoléonien), 10, rue du Parc Royal, 75003 Paris.

Signes conventionnels employés dans les plans cadastraux du 19^e siècle (1807-1837)

Poser le problème de la représentation sur le plan cadastral, comme sur tout autre plan, ce n'est pas seulement poser la question de la signification du signe conventionnel (Comment est-ce représenté ?). Ce doit être aussi de s'interroger sur la nature exact des objets représentés et sur la validité et l'exhaustivité de leur repérage (Qu'est-ce qui est exactement représenté ?). La réponse à cette double interrogation ne peut se trouver que dans une analyse des finalités auxquelles répondait le plan cadastral, et en fonction desquelles le contenu et les moyens de sa rédaction avaient été déterminés. Ce sont ces fonctions du plan qu'il convient d'expliquer pour mieux apprécier la nature et la validité des informations qu'il représente.

1. Les conditions générales de rédaction des plans

1.1. Les fonctions du plan cadastral

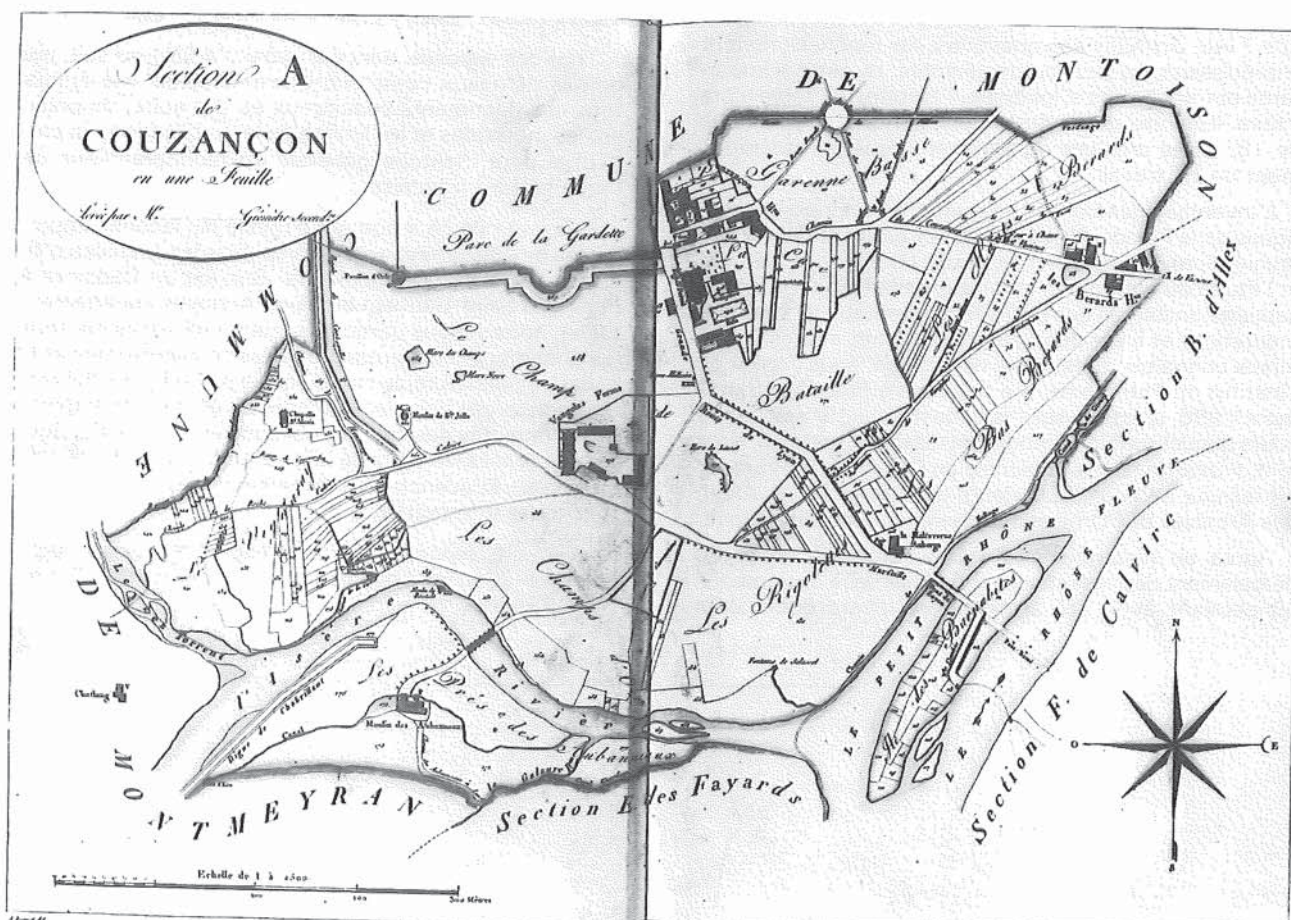
Quelle est la fonction du plan cadastral ? Elle est évidemment de servir à l'établissement de la Contribution Foncière, et plus particulièrement à l'évaluation du revenu imposable de chaque propriété foncière. L'ensemble des documents cadastraux doit dans ce but permettre un recensement exhaustif des biens fon-

ciers et de leurs éléments nécessaires à l'évaluation fiscale : leur appartenance, leur contenance, leur culture ou affectation...

La fonction plus particulière du plan était de donner "la position et la figure de chaque parcelle". On peut donc supposer a priori que le relevé et la description des biens imposables ont été effectués de manière **systématique** et avec une précision au moins homogène sur le plan cadastral.

Le plan doit donner la "figure" de chaque parcelle. Mais ce terme doit être pris dans un sens restreint : le plan n'a à donner que la superficie et la forme géométrique de la parcelle, et à distinguer les propriétés bâties qui font l'objet d'une imposition particulière. Les autres informations nécessaires "à l'évaluation étaient portées sur d'autres documents, l'état de section ou le tableau indicatif, auxquels le plan renvoyait par une numérotation. De ce point de vue, ces documents jouent le rôle d'une véritable **légende du plan cadastral**, et ils doivent être les premiers consultés lorsque se pose un problème de lecture du plan.

Le plan aurait pu donc se contenter de décrire la forme des parcelles sans donner aucun détail de leur plan et de leur élévation ni aucun autre élément topographique. C'est à quoi ten-

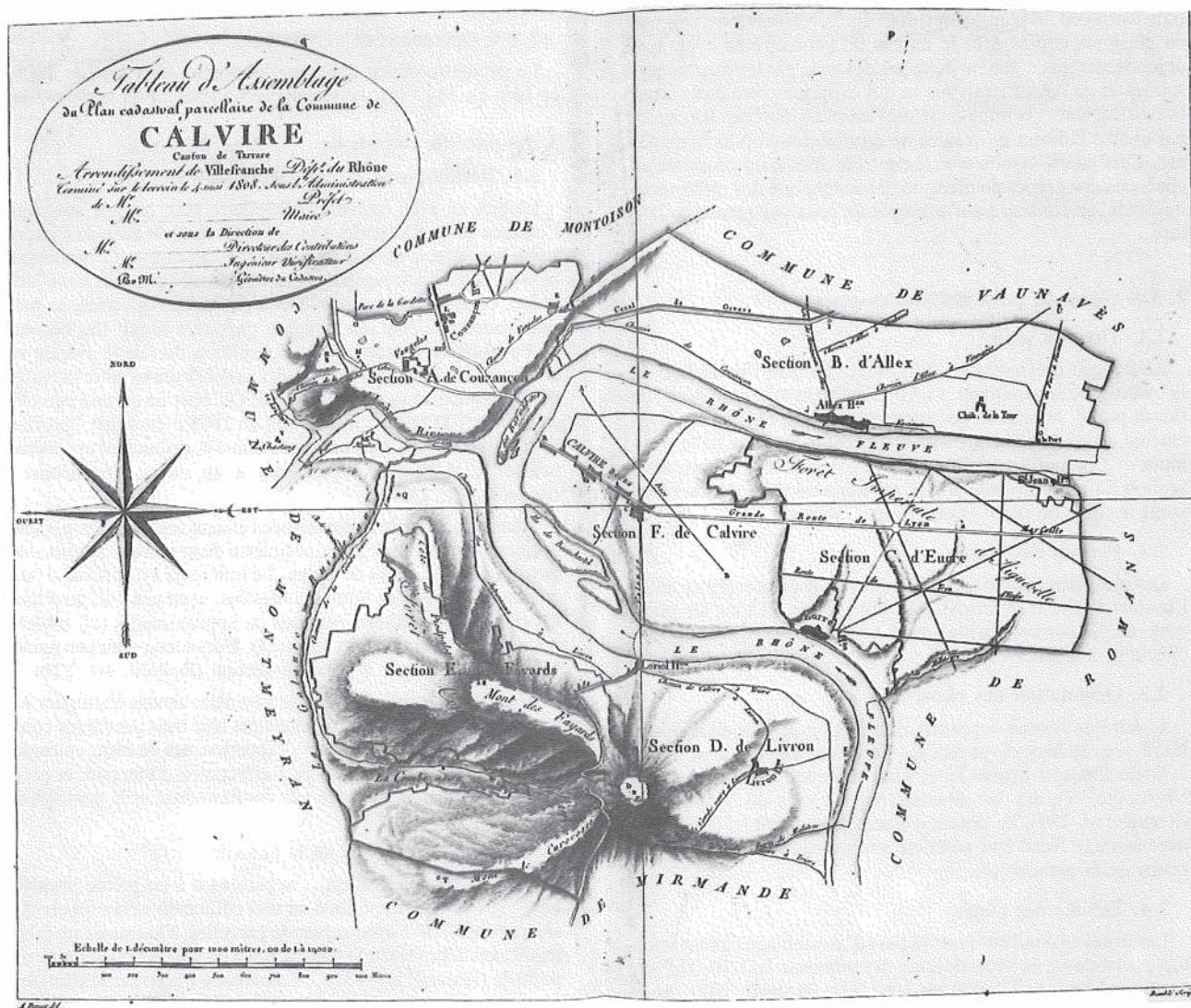


Modèle de plan de section, *Recueil...* de 1811. (cl. IG Ph. Fortin). Le rédacteur de ce plan s'est efforcé d'y rassembler le plus grand nombre de signes conventionnels. Il en oublie, et ce qui est plus inquiétant, contredit parfois le texte même des instructions.

dent d'ailleurs certains de ces documents. La notation d'informations supplémentaires sur les parcelles et le territoire communal était nécessaire cependant pour mieux décrire la "position" de chacune des propriétés imposables. La représentation de ces détails, d'objets "remarquables" du paysage, de l'hydrographie et du relief, des limites administratives et fiscales permettait d'assurer un meilleur repérage sur le plan cadastral. Selon leur nature et leurs qualités, la notation de ces informations pouvait cependant n'être pas exhaustive, mais simplement indicative.

modèles (5), publié en 1811, qui garda valeur réglementaire jusqu'à la fin des opérations et même au-delà. Ces prescriptions et ces modèles étaient très largement diffusés dans les départements et des inspecteurs généraux en contrôlaient l'exacte application.

Ces règles ne sont pas toujours exemptes de contradictions, notamment entre les textes et les modèles du Recueil de 1811. D'autre part, édités dès 1811, elles ont connu jusqu'à la fin des travaux une certaine évolution. Celle-ci est surtout flagrante



Modèle de tableau d'assemblage, *Recueil...* de 1811. (cl. I.G.Ph. Fortin). Notez particulièrement le rendu du relief.

1.2. Les instructions sur le dessin des plans

Les objectifs du plan cadastral, la liste des objets à y indiquer et les moyens de les représenter, avaient été définis dans un certain nombre d'instructions et de règlements. La destruction en 1871 des archives du Ministère des Finances n'a pas permis de retrouver tous ces textes, encore moins d'examiner les documents qui auraient expliqué leur gestation. Les plus importants cependant avaient été publiés. Les premiers instructions datant de 1807 (1), 1808 (2) et 1810 (4) furent rassemblées et réorganisées dans un *Recueil méthodique...* accompagné de planches-

au tout début des opérations (1807-1809), période pendant laquelle les règles de représentation du plan par nature de culture s'appliquèrent au plan parcellaire, ce qui explique que ces deux types de plans aient eu alors des caractéristiques communes. Elle, est aussi très apparente sur les plans réalisés vers la fin des opérations, à partir de 1837 et pour ceux renouvelés après 1840, qui sont beaucoup plus détaillés. Malgré ces modifications ces règles ont connu une assez remarquable stabilité.

On constate enfin entre ces règles et la réalité des plans certains écarts. Bien évidemment les prescriptions n'étaient pas

comprises partout de la même façon, malgré les inspections. Mais quand dans un département et pour une période donnée, ces différences sont systématiques, il est probable qu'elles sont dues à des **prescriptions particulières** prises par le géomètre en chef (6), soit qu'il les jugea nécessaires, soit que le Conseil Général, qui après 1821 à la charge du cadastre, les lui ait imposées. L'administration centrale tolérait apparemment certaines de ces prescriptions. Dans ce cas une recherche dans les archives départementales (Série P) peut permettre d'explicitier ces représentations particulières.

1.3. Le plan-minute et la copie du plan

La minute levée et rédigée sur le terrain par l'arpenteur constitue l'original du plan, dont il était après vérifications, tiré une ou plusieurs copies dans le bureau du géomètre en chef. Ces deux documents n'étaient donc pas dessinés par les mêmes personnes ni au même moment, ce qui explique entre eux certaines différences : la minute est souvent plus détaillée, les copies par contre utilisent des règles de représentation plus homogènes. Cependant, établis sous le contrôle direct du géomètre en chef, ces deux types de plans ne présentent que des différences minimales, au contraire par exemple de ceux par nature de culture.

2. Les règles de présentation des plans

2.1. Titre du plan

Le tableau d'assemblage doit porter en titre l'indication de la commune, département, l'arrondissement et canton dont elle faisait partie, le nom du géomètre en chef (ou ingénieur vérificateur), celui du géomètre arpenteur, celui du maire de la commune... Les feuilles sectionnaires devaient porter le nom de la section du plan. La date portée est toujours celle de l'achèvement du levé du plan. (Recueil, art. 240).

2.2. Format des plans

Les plans parcellaires formant collection et étant reliés en atlas, l'uniformité de leur format était obligatoire, et tous les plans sont rédigés sur une feuille grand Aigle ($0,95 \times 0,65$ environ) (Recueil, art. 212).

2.3. Orientation des plans

L'unité de format supprima l'obligation de l'orientation du Nord vers le haut de la feuille. Le Nord, calculé avec égard à la déclinaison magnétique, était toujours indiqué par une "boussole" et, sur les minutes, par les axes du quadrillage. (Recueil, art. 239). Le tableau d'assemblage devait lui être rédigé avec son axe Nord-Sud parallèle soit à la largeur soit à la longueur de la planche (4).

2.4. Echelle des plans

Les échelles à utiliser pour le plan d'assemblage étaient selon l'importance de la superficie de la commune le 1/10 000^e et, en second lieu, le 1/5 000 ou 1/20 000^e (Recueil, 242). Pour les plans de section, l'échelle fixée était le 1/2 500^e, qui était estimée d'une précision "suffisante" pour le cadastre. Selon le plus ou moins grand fractionnement parcellaire, l'échelle pouvait être réduite au 1/5 000^e (zones de très grandes parcelles) ou développée au 1/1 250^e (zone d'habitat aggloméré). Ces échelles un peu batardes et critiquées pour leur inconvénient et leur imprécision furent remplacées en 1837 (7) par le 1/1 000^e, le 1/2 000^e et le 1/4 000^e, qui s'appliquèrent donc principalement aux plans refaits à partir de 1840.

2.5. Notation des opérations de levé, de construction et vérification.

2.5.1. Opérations de levé.

Celles-ci sont en principe reportées sur le canevas attaché au registre trigonométrique et non sur le plan. Sur les minutes cependant les points principaux de la triangulation sont en général notés par un point entouré d'un cercle (parfois surmonté d'une sorte de drapeau) accolé de leur lettre code...

2.5.2 Le quadrillage

Pour faciliter la rédaction, la vérification et éventuellement le calcul des contenances du plan (Recueil, art. 275), le géomètre construisait sur sa minute un quadrillage à l'encre rouge de dix centimètres de côté. L'origine de ce maillage était déterminée par l'intersection d'une méridienne et de sa perpendiculaire sur le clocher de l'église de la commune (Recueil, art. 239). C'est dire que ce système de coordonnées, au contraire de celui du plan par nature de culture, était particulier à chaque commune cadastrée. Dès le début, certaines variantes paraissent avoir été tolérées : tracé des seules méridienne et perpendiculaire, quadrillage plus large (de 20 centimètres), etc. Ce quadrillage n'est jamais reporté sur les copies.

2.5.3. Opérations de vérification

Le géomètre devait noter sur la minute, en rouge en 1808, en bleu en 1827 (6), les principales lignes de sa vérification.

3. La parcelle cadastrale

3.1. Définition de la parcelle cadastrale

L'objet du plan cadastral parcellaire était comme son nom l'indique assez de décrire ce qui était l'unité de base de l'imposition foncière, c'est-à-dire la parcelle cadastrale. Cependant et bien qu'elle ait correspondu assez étroitement avec la réalité juridique, économique et sociale que recouvrait ce terme, la parcelle cadastrale était une entité de caractère fiscal. Les besoins de l'évaluation foncière et les contraintes du relevé avaient en effet introduit des différences et des simplifications entre la réalité plus complexe et sa représentation. Qu'était-ce qu'une parcelle cadastrale ? D'après l'instruction de 1808 c'était une "portion de terrain... située dans un même lieu-dit, présentant une même nature de culture et appartenant à un même propriétaire" (Recueil, art. 130).

Toutes les parcelles ainsi définies étaient représentées par leur projection horizontale, leur périmètre étant marqué par un simple trait plein à l'encre de Chine. Le trait tireté ou ponctué n'était employé que pour les limites contestées, et en général, pour tous les éléments incertains, restitués ou approximatifs (cf. tableau des signes conventionnels, annexe I). Elles recouvrent une numérotation qui renvoie à l'état de section (Recueil, art. 226).

Auparavant, sur le terrain, le géomètre devait distinguer les parcelles en appréciant simultanément leur trois caractères constitutifs, un caractère juridique ; l'appartenance du bien, un caractère fonctionnel : la culture ou l'affectation du terrain, et enfin un caractère topographique : la configuration et la position de la propriété.

3.1.1. L'appartenance de la parcelle

"Une portion de terrain... appartenant à un même propriétaire" forme parcelle : ainsi un seul édifice divisé au sol en plusieurs propriétés forme autant de parcelles. Ou encore un bien, même non délimité sur le terrain, s'il a un seul propriétaire forme parcelle (Recueil, art. 131)... La parcelle tracée sur le plan peut correspondre à une délimitation virtuelle, non marquée sur le sol comme dans le cas de terrains non délimités comme des bois, des marais, des maquis...

a) Mention du propriétaire de la parcelle.

Il n'était en principe jamais fait mention du propriétaire sur le plan, mais seulement au tableau indicatif et aux matrices cadastrales.

b) Biens appartenant à plusieurs propriétaires.

Les biens indivis (Recueil, art. 186), les bâtiments en copropriété par étage (Recueil, art. 147 et 193) ne formaient qu'une seule parcelle. Par contre les biens en **copropriété au sol**, comme les cours communes, les passages communs, etc, ne devaient pas en principe former une seule parcelle mais être partagés et répartis entre les ayants droit. Sur les plans les plus anciens cette division était marquée par un trait plein suivant les "directions déterminées" sur le terrain. L'existence d'espaces communs, qui était parfois une réalité très forte est ainsi gommée sur le plan cadastral où on ne la repère plus que par son

parcellaire particulier. Une circulaire de 1832 (9) autorisa par contre les géomètres à ne faire qu'une parcelle des parties communes. Sur le plan cet espace n'était pas numéroté et des flèches partant des bâtiments indiquaient les ayants droit. Quelquefois, les géomètres ont maintenu les divisions de contenance, mais en ne les traçant qu'en tireté.

c) Biens dont les limites sont contestées.

Pour ces biens le géomètre avait deux solutions : soit il y avait sur le terrain une limite apparente entre les propriétaires et il la restituait en tireté sur le plan ; soit il n'y avait pas de limite apparente sur le terrain, auquel cas le géomètre ne faisait qu'une parcelle à laquelle il donnait deux numéros (Recueil, art. 177 et 181). Ces indications, qui concernent d'ailleurs surtout les terres, ont été généralement corrigées par la suite sur le plan.

3.1.2. La culture ou l'affectation de la parcelle

a) Nature de culture

La parcelle devait présenter "une même nature de culture" : cette caractéristique était fondamentale dans la définition de la parcelle puisque le revenu cadastral de celle-ci était évalué en fonction des cultures ou des constructions qu'elle supportait. Ainsi des terrains, même constitués en un ensemble clos de murs, étaient divisés en autant de parcelles qu'ils portaient des cultures différentes (Recueil, art. 132).

La distinction des différentes cultures ou affectations n'était cependant que celle suffisante pour l'évaluation fiscale, et ne constituait une description que d'une finesse limitée de la réalité. Pour les terres agricoles, le géomètre ne devait reconnaître que la "culture principale" : il ne devait pas détailler les "cultures mêlées", les parties incultes ou rocailleuses d'un terrain, les haies ou encore les "réservoirs, fontaines, fondrières" dans la mesure où leur surface était inférieure à deux centiares (Recueil, art. 136 à 139).

b) Les propriétés bâties

Le phénomène est le même pour les propriétés bâties. Celles-ci faisaient l'objet de deux impositions différenciées, l'une assise sur leur valeur locative, l'autre sur leur superficie. Pour établir cette dernière imposition il suffisait de connaître la superficie du "sol" des propriétés bâties, et il n'était pas nécessaire de détailler en parcelles les divers bâtiments, les cours, les dépendances et, en ville, les jardins d'une surface inférieure à vingt centiares, lorsque le tout était contigu (Recueil, art. 142 à 144). Seule la surface totale du "sol" de maison était inscrite sur la matrice. Sur le plan cadastral, il avait même été prévu en 1808 de ne lever et dessiner le bâti qu'en "masse" (2). Cette prescription fut annulée dès 1809 (3), date à laquelle il fut décidé d'arpenter les villes "par maison et par bâtiment", sans doute pour faciliter le repérage sur le plan et le travail d'estimation des propriétés bâties. Cependant, sur certains plans anciens (jusque vers 1814 ?), les parcelles bâties et singulièrement les plus grandes, ont continué d'être représentées sans distinction de leurs espaces libres pourtant existants...

A contrario le cadastre décomposait des édifices qui constituaient des ensembles : ainsi un moulin à eau et son habitation, qui constituait pourtant un même édifice, était divisé en deux parcelles parce que susceptibles de deux évaluations cadastrales distinctes...

3.1.3. La configuration de la parcelle

a) Les limites réelles de propriété.

La parcelle devait former "une portion de terrain" : c'est-à-dire que le géomètre devait tenir compte des divisions existantes sur le terrain entre les biens contigus d'un propriétaire, même voués à une fonction identique. Ainsi les terrains séparés par un chemin, une rivière ou un ruisseau, une haie, un mur, etc... constituaient des parcelles séparées (Recueil, art. 134). De la même façon, deux maisons contiguës, appartenant à un même propriétaire mais "ayant chacune sa porte d'entrée", c'est-à-dire constituées en habitations indépendantes, formaient chacune une parcelle (Recueil, art. 146). De par ce caractère, la parcelle du cadastre du 19^e siècle s'oppose assez fortement à la

notion "d'îlot de propriété" qui est utilisée dans le cadastre renouvelé depuis 1955, et qui regroupe en une seule unité tous les biens contigus d'un même propriétaire...

b) Divisions internes des propriétés.

Par contre les partitions mineures internes à une propriété, telles que les chemins d'exploitation, les sentiers de desserte, les allées, les passages dans les immeubles, et, telles que les fossés, les petits ruisseaux, les murs de soutènements et les terrasses, ne constituaient ou ne délimitaient pas de parcelles.

4. Représentation des édifices bâtis

4.1. Les édifices privés

La superficie des édifices privés devait être recouverte par un aplat (éventuellement sur la minute par un hachurage) **carmin** (Recueil, art. 297). Comme c'était l'usage, et, pour mieux les distinguer, ces aplats étaient renforcés d'un liséré plus soutenu sur les deux côtés placés vers le bas et la droite du plan, comme si ceux-ci avaient été dans l'ombre d'une lumière tombant conventionnellement à 45° de l'angle supérieur gauche de la feuille. En principe ce lavis ne s'appliquait que sur les bâtiments et non sur les espaces libres (sauf bien sûr quand ceux-ci n'étaient pas distingués). Par extension il a été parfois appliqué aux espaces non construits : par exemple le "sol de maison" existant au devant des logis troglodytiques était souvent teinté en carmin, pour signaler ces habitations que le plan ne permettait pas de représenter.

Le carmin était en général significatif d'une construction en maçonnerie, par opposition au noir employé, pour les constructions non maçonnées (en bois) : un mur en pierre, un pont, un batardeau en maçonnerie étaient dessinés en rouge.

4.2. Les bâtiments non imposables

Les édifices non imposables, c'est-à-dire ceux appartenant et servant au service public, recevaient en principe une teinte **indigo** assombrie du côté de l'ombre (Recueil, art. 297). Seul le bâti devait être lavé en bleu, mais quelquefois même les surfaces libres non imposables (cimetière, jardin de presbytère, ...) ont été teintées... Cette couleur indigo était un des moyens traditionnels pour distinguer certains édifices du reste du bâti. D'autres étaient utilisés encore au début du 19^e siècle :

— Les **églises** pouvaient être représentées par le dessin (schématique) de leur plan au sol avec la projection de leur voûtement.

— Les **halles** pouvaient être représentées par le dessin en plan de leurs "piliers". Ces deux représentations usuelles au 18^e siècle paraissent cependant sur le plan cadastral assez rares, même si la planche-modèle du **Recueil méthodique**, en contradiction d'ailleurs avec le texte qu'elle accompagne, les donne en exemple. Les géomètres du cadastre paraissent avoir plus fréquemment distingué les édifices publics en leur dessinant une toiture teintée en bleu. Cette représentation est, sauf exception, purement conventionnelle et ni le plan, ni le matériau des toitures de l'édifice en question ne sont réellement décrits.

Dans certains départements enfin, les édifices publics sont teintés avec un aplat carmin mais plus soutenu que celui des édifices imposables.

4.3. Les édifices industriels

Les **moulins à eau**, devaient être représentés par la superficie de leur bâtiment teintée en carmin, et, en principe par le signe conventionnel de la "roue horizontale" placée "dans l'endroit où sont les roues" (Recueil, art. 234). En réalité le positionnement de ces signes paraît le plus souvent approximatif, et le nombre de roues dessinées, voir parfois l'absence de roue, ne semblent pas, ou pas toujours, être significatifs.

Les **moulins à vent**, devaient, selon le **Recueil méthodique**, (art. 235) être "dessinés en perspective", et mis au carmin s'ils étaient en maçonnerie. Cette prescription assez archaïque était d'ailleurs en contradiction avec la planche-modèle du **Recueil**, où un moulin était représenté par son plan masse. Ce dernier mode a été le plus usité. On trouve cependant quelques dessins

de moulin en élévation, principalement sur les minutes des plans, mais ces représentations sont en général plus conventionnelles que réalistes.

Les **moulins sur bateau**, eux aussi imposables devaient être représentés, mais les instructions ne précisent pas comment. La planche-modèle de 1811, proposait cependant le signe conventionnel du bateau accolé d'une roue.

Pour les **usines**, les instructions ne proposaient pas de signes conventionnels. Il ne semble pas pour autant qu'aient beaucoup été utilisés ceux qu'avait établis une commission interministérielle sur les signes cartographiques réunie en 1802 (10) et repris officiellement par le cadastre en 1881 (11) : une roue de moulin avec un marteau pour les **forges**, avec une scie pour les **scieries**, avec une cheminée fumante pour les **fonderies**...

Les **bacs**, eux aussi étaient imposables et devaient être exprimés par un "trait fin" (ou tireté) "courbé et noir, traversant la rivière et terminé par deux points plus gros, carrés et noirs à la place des poteaux". (Recueil, art. 233). La planche-modèle complète ce signe en y ajoutant un petit bateau accroché à la ligne courbe : c'est le signe conventionnel adopté par la Commission de 1802. Il en existait deux variantes : pour les bacs ordinaires, le bateau est placé sur la ligne perpendiculaire au courant, pour les bacs "à traîlle" ou à câble, le bateau est accroché à la ligne dans l'axe du courant.

sentées. Quand elles le sont, c'est par leur projection au sol barée de deux diagonales en noir ; des variantes existent où les quartiers de ce premier dessin sont hachurés, ou encore forment une sorte de toiture à croupes,... Attention, le premier signe décrit mais en tireté paraît aussi bien avoir été utilisé selon les régions pour représenter des ruines ! Il est utilisé aussi, parfois en surcharge d'un aplat carmin, pour distinguer les parties des propriétés bâties placées en surplomb sur la voie publique...

— Les "**voûtes**", qu'elles soient placées au-dessus d'un espace public (elles peuvent alors être représentées par le signe décrit précédemment) ou au-dessus d'un sous-sol, sont en général représentées par une série de segments de cercles parallèles, tiretés ou non, noir ou rouge, évoquant la rotondité du couvrement...

La lecture de ces détails, auxquels il n'était traditionnellement pas fortement attaché un seul signe, doit rester assez hypothétique, et être contrôlée par le recours aux états de section.

5. Les natures de culture

5.1. Le principe

En principe les natures des cultures ne sont jamais indiquées sur le plan parcellaire : ces informations sont seulement notées par le géomètre sur le tableau indicatif auquel renvoie la numé-



Plan de la Section C de Saint-Gervais (Orne), 1808, Arc. dép. de l'Orne. (cl. J. Almin). Sur les premiers plans parcellaires on continue de représenter les cultures par des lavis comme sur le plan "par nature de culture" des cinq années précédentes.

4.4. Détails du plan ou de l'élévation des propriétés bâties

Le plan cadastral n'avait pas besoin de fournir de détails du plan ou de l'élévation des bâtiments. On constate néanmoins la représentation de certains éléments, comme les degrés extérieurs, les portails, les murs d'enclos, etc., surtout sur les plans les plus récents (systématiquement après 1837), sans doute pour assurer une meilleure identification des propriétés bâties. Il n'est pas certain cependant que le relevé de tels détails ait été exhaustif, et l'absence sur le plan d'un élément ne signifie pas forcément son inexistence. Les instructions ne donnaient aucun signe conventionnel pour ces détails mais, la plupart des représentations utilisées (escalier, portail, murs...) sont évidentes. Deux cependant peuvent poser problème :

— Les **constructions légères annexes** (hangars) non imposables au titre des propriétés bâties, ne sont pas en principe repré-

rotation du plan. Cette règle clairement exprimée par l'instruction de 1809 (3) connaît cependant des exceptions.

Les **bois communaux et impériaux** devaient avoir leurs limites marquées d'un liseré vert foncé (Recueil, art. 298). Les "pies d'assec", terres alternativement cultivées ou mises en étang, devaient être cernées en bleu (Recueil, art. 158).

5.2. Les premiers plans parcellaires (1808-1810)

Pour les premiers plans parcellaires, il avait été prescrit aux géomètres de travailler "selon les instructions du plan par masse de culture" (1). La nature de culture devait continuer d'être notée sur la minute en toutes lettres ou par sa lettre initiale et sur les copies par les "mêmes teintes" que celles du plan par nature de culture, avec la **légende** adéquate. Cette prescription oné-

reuse et sans réelle nécessité fut supprimée en 1809 mais entre temps un certain nombre de plans datés entre 1808 et 1810 avait été réalisé selon ces normes.

5.3 Les exceptions

Sur certains plans datant d'après 1810, on constate l'emploi de signes ou de couleurs sur des parcelles, probablement pour exprimer des cultures. Ces représentations non réglementaires et en général non légendées, doivent pouvoir s'expliquer par un recours au tableau indicatif ou aux états de section. Si elles sont d'un usage régulier, au moins pour une période donnée, elles doivent répondre à une prescription particulière du géomètre en chef ou à une demande du conseil général, et dans ce cas une recherche dans les archives départementales doit permettre de les expliciter.

5.4. Plans renouvelés après 1840

Sur ces plans renouvelés en vertu de l'autorisation ministérielle de 1841, la nature des cultures est souvent indiquée par une lettre initiale : c'est le cas pour des plans des départements de la Seine (entre 1842 et 1849), des Charentes (1841 à 1850), etc. Cet usage cependant n'est pas systématique, et répond peut être à une demande des collectivités locales qui prenaient alors en partie à leur charge le financement de ces réfections.

5.5. Détails des propriétés non bâties

Il n'y avait pas de nécessité à faire figurer sur le plan, les allées, les haies, les gazons, les arbres, etc, tous les détails des parcelles non bâties, qui, s'ils étaient représentés, devaient l'être de manière approximative (Recueil, art. 145 et 228) et rendus par un trait tireté (ou ponctué). Les allées et les avenues plantées, les vergers assez souvent indiqués sur les plans par des alignements conventionnels de petits cercles évoquant les plantations ou d'arbres figurés en projection verticale. La représentation des haies, des fossés, des murs est fréquente car elle répondait à la préoccupation de certains géomètres en chef de noter la mitoyenneté ou l'appropriation particulière des clôtures afin de faire servir le plan à la solution des contestations de propriété. Si le géomètre en chef a dans ce but édicté pour son département une prescription particulière, on peut penser que ces éléments ont été relevés et représentés de manière systématique. A défaut, l'exhaustivité de ces représentations reste douteuse.

Les haies sont en général figurées par une "ligne frisée" ou un alignement de points noirs ou verts, placé à cheval ou en dedans de la limite parcellaire selon que la clôture est mitoyenne ou non.

6. L'hydrographie

6.1. Les cours d'eau

Tous les cours d'eau relevant du domaine public, bien que n'étant pas imposables, devaient être reportés sur le plan "proportionnellement à leur grande réelle", parce que la connaissance exacte du plan superflue était nécessaire au contrôle des berges, quais, digues, etc., contenus dans ces limites pouvait être rendu sans précision...

Les voies d'eau du domaine privé sont susceptibles de deux traitements. Les canaux de navigation ou d'exploitation forment parcelles et sont donc levés avec exactitude. Par contre les petits cours d'eau qui ne forment pas limites de parcelles sont dessinés sans exigence de précision.

Tous ces objets ont leur surface recouverte par un lavis bleu clair ou "vert d'eau" (Recueil, art. 298), les parties proches de la berge étant assez souvent "ombrées" par la même teinte plus assourdie. Le sens du courant est marqué par une flèche (Recueil, art. 229).

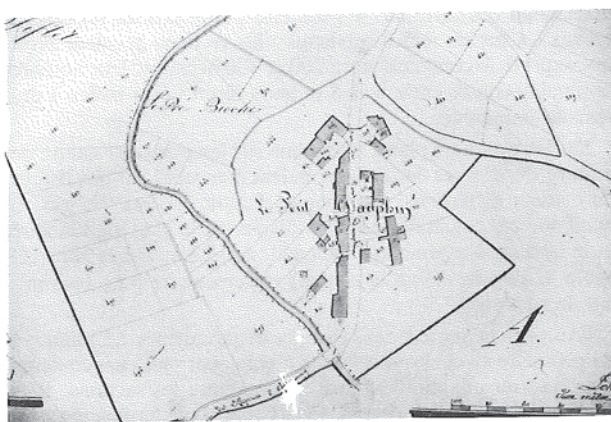
6.2. Les étendues d'eau

Le relevé et la représentation des étangs, mares, réservoirs, fontaine, etc... dépendaient de leur superficie : si celle-ci excédait 2 ares, ces objets forment une parcelle délimitée avec pré-

cision ; si elle est inférieure à 2 ares, ils ne forment pas parcelle et il n'y a pas de nécessité à les indiquer sur le plan avec précision. Les petites mares, les réservoirs, etc. sont pourtant très souvent représentés, mais le caractère approximatif de leur figuration est exprimé par un tracé en tireté ou interrompu de leur limite... Toutes les surfaces aquatiques sont lavées en "vert d'eau".

6.3. Les côtes maritimes :

Deux instructions de décembre 1806 et de mai 1807 (12) avaient fixé dans le détail le lever des terrains en bordures des côtes maritimes : tout ce qui est de "l'élément marin", pêcheries, parcs à huîtres, rade, etc., inclus par la "ligne de haute mer", n'a pas à être levé. Par contre tous les terrains "abandonnés par la mer", les dunes, etc., susceptibles d'appropriation doivent être portés sur le plan. La mer est en principe teintée en vert d'eau (Recueil, art. 153 à 156).



Extrait du plan de la section C, de Feucherolles (Yvelines, 1819, Arch. dép. des Yvelines (cl. I.G. H. Guillou). Sur ce plan on voit noter, en haut à gauche une limite contestée n° 465), au centre une cave voûtée (n° 45), en bas un hanger (n° 456).

6.4. Les petits édifices des eaux

Les puits, abreuvoirs, fontaines, etc., n'étant pas, susceptibles d'être imposés, leur représentation n'a pas de nécessité, et quand ils apparaissent sur le plan, il est difficile de préciser le degré d'exhaustivité avec lequel ils ont été relevés. En effet, ils peuvent avoir été détaillés comme les haies, les clôtures, etc., de manière à donner une description plus précise des propriétés qui fasse du plan cadastral une preuve dans les contestations en propriété. Leur inventaire a dû dans ce cas être méthodique. Ils peuvent aussi avoir été indiqués parce qu'ils étaient pour une raison ou une autre, des "objets remarquables" permettant un meilleur repérage sur ce plan, et dans ce cas leur figuration est par définition exceptionnelle. Leur absence sur le plan n'est donc pas alors forcément significative...

Les instructions n'avaient précisé aucun signe conventionnel pour ces objets, ce qui explique une certaine variété. Les sources, les fontaines, sont souvent figurées par un cercle ou un carré vert d'eau, d'où parfois sortent les ondulations d'un petit cours d'eau... Ces signes sont purement conventionnels. Les puits étaient généralement indiqués comme sur la planche modèle de 1811, par deux cercles concentriques, mais d'autres signes ont pu être utilisés : un cercle simple, double, un cercle inscrit dans un carré, un cercle lavé en bleu, parfois en carmin (puits en maçonnerie)... Toutes ces représentations très variées ne peuvent être identifiées avec certitude que par comparaison avec l'état actuel du terrain.

7. Les limites de communes de section et de lieu-dit

7.1. Les limites communales

Plus que sur leur représentation, les instructions insistaient sur la reconnaissance des limites communales par les géomètres. L'établissement de ces périmètres posait encore souvent problème avant les levés cadastraux. Les arpenteurs avaient ordre, afin de faciliter leurs travaux et ceux des experts, de régulariser ces limites et de supprimer les petites enclaves dans la mesure où ils obtenaient l'accord des municipalités intéressées. Toutes ces opérations étaient consignées dans un procès-verbal avec croquis. Sur les plans les limites communales empruntaient des limites de parcelles, ou bien, quand elles passaient au milieu d'une voie ou d'un cours d'eau, elles étaient notées par un trait tireté (Recueil, art. 159). Elles étaient marquées par un liséré large (Recueil, art. 299) qui était généralement **indigo** (bleu) comme sur les plans par nature de culture.

7.2. Les limites de section

La division du territoire des communes en section n'avait pour objet que de faciliter en les fragmentant les opérations. Pour déterminer ces partitions le géomètre s'appuyait sur les usages locaux, et sur les règles suivantes : les sections devaient avoir une superficie comprise entre 200 et 400 hectares, leur nombre optimal se situer entre 6 et 8 et leurs limites être fixées à des tenants immobiliers...

Sur les premiers plans, et comme sur les plans par nature de culture, les limites de sections étaient marquées par des lisérés de couleur différente pour chaque section, la seule obligation étant que ces couleurs soient les mêmes sur le plan sectionnaire et le tableau d'assemblage (Recueil, art. 224). Par la suite (?) seule le **carmin** devint la couleur réglementaire pour les limites de sections.

Exceptionnellement dans certains départements, à l'initiative du géomètre en chef, on continua d'employer plusieurs couleurs pour assurer une meilleure distinction entre les sections. Parfois, comme dans le Puy-de-Dôme (6) ces couleurs étaient systématiquement attribuées dans toutes les communes à la section désignée par la même lettre.

Les bornes délimitatives entre les communes, et comme entre les propriétés, étaient marquées par un carré de 1 millimètre de côté, accolé au mot "borne".

7.3. Les limites de lieux-dits

Sur les plans de section, les géomètres devaient noter les limites des "cantons, triages ou chantiers". La définition exacte de ces lieux-dits paraît avoir variée d'une région à l'autre : dans la région parisienne, l'Est, les Vosges, ils semblent comme sous l'ancien régime, être des groupes de parcelles ayant des limites fixes et un même nom, et constituant des ensembles remarquablement stables. Ailleurs, dans l'Ouest par exemple, le plan ne connaît que des "lieux-dits" artificiellement constitués, sans limites bien fixées sur le terrain (et, par suite sur le plan !). Quoi qu'il en soit sur plan cadastral, ces "lieux-dits" n'avaient qu'une fonction pratique en permettant de retrouver plus facilement sur le plan les biens inscrits sous ces noms au tableau indicatif.

Sur les premiers plans parcellaires, ces "cantons" devaient être cernés par un liséré de même couleur mais moins large que celui de la section dont il faisait partie. Par la suite, et sauf exception, quand les couleurs de sections furent réduites à une seule le liséré des "lieux-dits" fut systématiquement **jaune**.

8. Détails remarquables et relief

Les instructions enjoignaient aux géomètres de représenter un certains nombres d'édifices ou d'objets "remarquables", comme les ponts, les croix, les accidents de terrain comme les ravins, les montagnes, etc, qui pouvaient aider à mieux se repérer sur le plan.

8.1. Les objets remarquables

Les **ponts** devaient être représentés, ceux en maçonnerie par deux traits parallèles en carmin, ceux en bois par deux traits

noirs (Recueil, art. 231 et 232). Ces deux signes étaient des variantes simplifiées de ceux qu'avait proposé la Commission de 1802.

(10) et qu'on retrouve sur certains plans cadastraux : les ponts en pierre y étaient représentés par le dessin en rouge (en principe) d'un pont avec 2 lignes parallèles évoquant chaque parapet, et l'avant-bec des piles. Les ponts en bois étaient rendus par un dessin à l'encre noire avec un trait fort pour chaque parapet, des piles plus petites et serrées que pour un pont en pierre, une série de traits parallèles évoquant les planches du tablier. Ces images, bien que "réalistes" sont cependant tout à fait conventionnelles. Les ponts étaient plus fréquemment représentés par le simple dessin des limites de leur tablier sans plus de détails. Ces images moins riches étaient pourtant, sinon plus précises, en tout cas plus fidèles.

Les **gués**, d'après la planche-modèle de 1807, étaient représentés par leur symbole conventionnel : un trait tireté en travers du fleuve pour le gué piétonnier, deux traits pour le gué voiturier.

Les **croix** de chemin étaient représentées par un petit signe noir évoquant une croix en projection verticale... Il est probable que sur les plans n'apparaissent que les plus "remarquables" de ces objets, les géomètres n'ayant pas à les relever de manière systématique.

Les **ruines** étaient assez souvent indiquées, ou tout au moins les plus importantes, celles des châteaux, des abbayes... Aucun mode de représentation n'était fixé et plusieurs ont été utilisés : assez fréquemment le périmètre des bâtiments était tracé en tireté, et parfois leur surface était barrée par deux diagonales en tireté : cette représentation se rapproche de celle utilisée par ailleurs pour les constructions légères. D'autres fois la surface des bâtiments ruinés était teinte en jaune pointillé de rouge.

D'autres objets "remarquables" ont pu être représentés qu'il n'est pas possible d'énumérer. Les plus rares sont en général explicités par une mention manuscrite qui réduit les problèmes d'identification...

8.2. Le relief

Le plan devait donner une idée du relief et des "accidents du terrain les plus remarquables", mais ces indications étaient portées exclusivement sur le plan d'assemblage, même si on en voit parfois sur les plans de sections. Bien qu'encore réitérée en 1821 (12) cette prescription paraît avoir été appliquée surtout sur les plans les plus anciens.

Les accidents du terrain étaient rendus par des hachures et des "ombres" portées au pinceau, plus rarement à la plume, selon le "goût" du dessinateur. Ces modes de représentations, comme les moyens de relevé utilisés n'avaient aucune précision, et ne donnaient du relief qu'une image sommaire.

En conclusion, et après cette énumération de signes et de symboles conventionnels, il est nécessaire de dégager et résumer ce qui serait les "règles de lecture et d'interprétation" du plan cadastral.

1. Validité et exhaustivité de la représentation

Sur ce point, il faut toujours se remémorer que le cadastre a été conçu pour répondre à certaines finalités et que la nature et les qualités des informations qu'il contient ont été déterminées par ces fonctions.

L'**exhaustivité** du repérage de certains objets ou édifices, est fonction de leur qualité : si ces objets n'ont pour utilité que de faciliter la description du territoire cadastré et le repérage sur les cartes, ni leur relevé ni leur représentation n'ont besoin d'être systématiques : c'est le cas des ponts, des gués, des croix, des monuments, des puits, du relief, de tous les éléments non imposables en général.

Par contre toutes les parcelles cadastrales qui constituent l'objet même du plan, doivent être représentées avec précision et de manière homogène. Cependant ces parcelles, si elles correspondent assez étroitement avec la réalité que recouvre l'usage de

ce terme, sont ici des unités d'ordre fiscal avec leur définition particulière. Enfin la **précision de leur description** est limitée : le plan cadastral n'a pour objet que de faire connaître leur position et leur superficie et de distinguer les édifices bâtis et ceux non imposables. La représentation de tout autre détail est facultatif et d'une exactitude approximative.

2. Significations des symboles employés sur le plan

Des instructions avaient fixé les objets à décrire et les moyens de représentation à utiliser par le plan cadastral. Mais il existe entre ces normes et les plans réalisés des différences et les signes portés par le cadastre n'ont pas été tous déterminés par les règlements.

Pour retrouver la signification de ces symboles, le premier moyen à utiliser doit être la **comparaison avec les autres documents cadastraux** : avec l'état de section (ou le tableau indicatif) qui est la légende du plan, et **entre les divers exemplaires** minute et copies du plan, qui peuvent comporter des indications de détail différentes ou complémentaires.

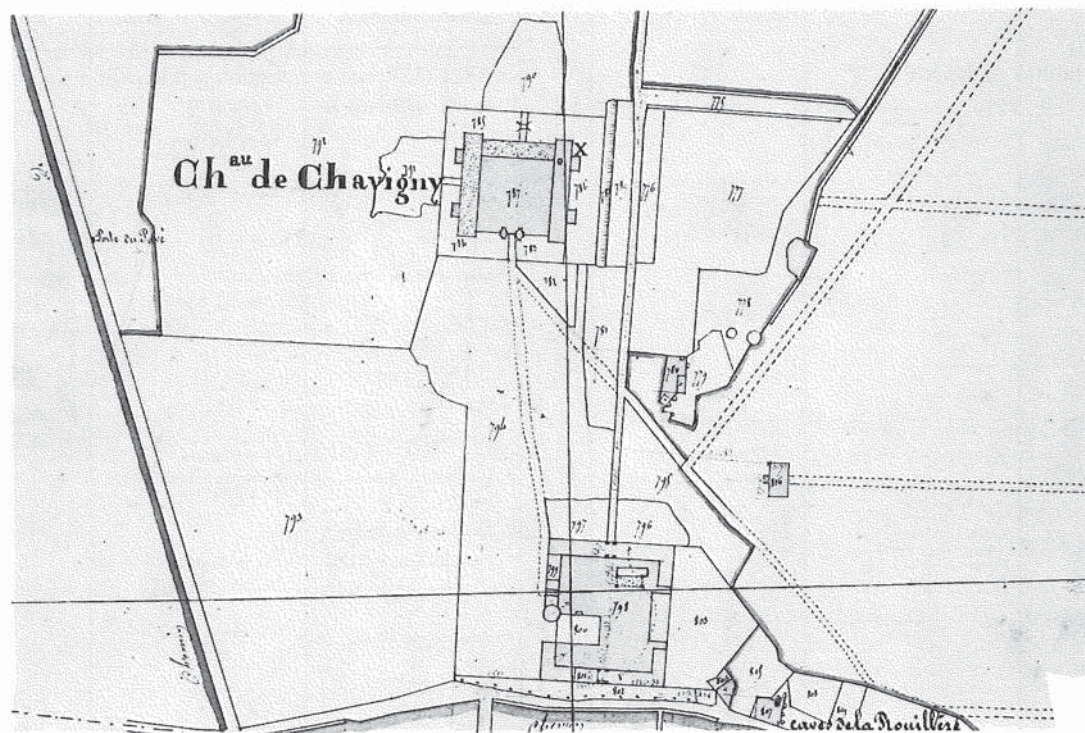
Si la représentation de tel ou tel détail non prévue par les règlements est systématique, au moins pendant une certaine période, elle peut avoir été imposée par une **prescription particulière** au département : dans ce cas, une recherche dans les archives des opérations cadastrales, ou à défaut une étude comparative des plans d'une même série chronologique peuvent permettre de mieux connaître les motifs et par conséquent les limites et les qualités de ces représentations.

Si malgré cela, la signification exacte de tel ou tel signe restait inconnue, elle pourrait être éventuellement éclairée par une comparaison avec les symboles recommandés par d'autres administrations que le fisc et par les manuels du temps, ou avec ceux utilisés par d'autres plans à grande échelle de la même époque.

Les informations éventuellement obtenues par ce moyen devraient cependant être sérieusement contrôlées par une confrontation avec l'état de l'existant sur le terrain.


Notes








- 1) Instruction pour les arpentages parcellaires, 10 décembre 1807. In : Pommiés (Michel), **Manuel de l'Ingénieur du cadastre**, Paris : Imprimerie Nationale, 1808 ; p. XIX.
- 2) "Instruction pratique pour la rédaction du tableau indicatif des propriétés...", 20 avril 1808. In : Pommiés, op. cit., p. XXVII.
- 3) Circulaire du 20 avril 1809 ; arch. DGI, Sous-Direction Cadastre.
- 4) Lettre du 24 mai 1810 ; arch. DGI, Sous-Direction du Cadastre.
- 5) Hennet (A.J.U.) **Recueil méthodique des lois, décrets, instructions et décisions sur le cadastre de la France** ; Paris : Imprimerie Nationale, 1811, 1 vol. de modèles. Toutes les mentions du texte : **Recueil...**, suivies d'un numéro d'article renvoient à cet ouvrage.
- 6) Cf. Busset (F.C.) **Traité pratique de la partie d'art du cadastre...** Clermont-Ferrand : Thibaud-Landriot, 1837, 180 p.
- 7) **Circulaire du 28 décembre 1837**, art. 219 à 221.
- 8) **Règlement sur les opérations cadastrales** 15 mars 1827, In : **Recueil des documents législatifs, projets des lois, règlements, rapports, etc, concernant le cadastre depuis 1807** ; Paris : Imprimerie Nationale, 1891, p. 54 et s.
- 9) Circulaire du 18 octobre 1832, citée par Aubry (PFJ) **Notes sur... le levé des plans...** Montauban : Crosilhes, 1837, p. 16.
- 10) **Procès-verbal des conférences de la commission chargée de simplifier et de rendre uniformes les signes et conventions en usage dans les cartes, plans et dessins topographiques** 28 frimaire-24 brumaire an 11 (1802). In : **Mémorial (du) dépôt de la guerre** n° 5, an 12 (1803).
- 11) **Instruction pour l'exécution du cadastre de la Haute-Savoie**, Annecy : Depollier & Cie, 1881, pl. II à IV.
- 12) "Règlement général pour l'exécution des opérations cadastrales", 10 octobre 1821. In : **Recueil des documents... concernant le cadastre**, 1891, op. cit., p. 32.

















Détail du plan cadastral de Chavigny : le château, 1839, Arch. dép. d'Indre-et-Loire. (cl. I.G. R. Malnoury). Notez le quadrillage et le sommet X, la partie ruinée du château, le détail du portail, les entrées d'habitation troglodytiques (n° 760 et 807).

Signes conventionnels employés dans les plans cadastraux du 19^e siècle (1807-1837)

Éléments représentés	Signes indiqués par le Recueil ... de 1811 (texte et planches)	Variantes et signes non indiqués par les règlements
LIMITES		
- de commune	- Liseré indigo (bleu) de 5 mm de large et trait tireté sur les voies et cours d'eau	
- de section	- Liseré de couleur variable, puis carmin, de 3 mm de large	
- de lieu-dit, canton, chantier, triage,	- Liseré de la même couleur que pour les sections, puis en jaune, en 2 mm de large	
- de parcelle	- trait continu	
- de parcelles contestées, ou approximatives, ou divisant des parties communes	- Trait tireté (ou ponctué)	
- de bois nationaux ou communaux	- Liseré vert	
- de "pie d'assez"	- Liseré bleu (vert d'eau)	
CLOTURES		
- haies		
- murs		- Trait carmin ou trait noir

Éléments représentés	Signes indiqués par le Recueil ... de 1811 (texte et planches)	Variantes et signes non indiqués par les règlements
HYDROGRAPHIE		
- cours d'eau, mare, étang,	- A-plat "vert d'eau" (bleu)	
- sens du courant	- Flèche	
- petit ruisseau	- (approximatif)	
- batardeau maçonné	- Traits carmins	
- bac ordinaire		
- bac à traîlle (à câble)		
- gué piétonnier		
- gué pour voiture		
- puits	⊙	
- source		
- fontaine		
VOIES		
- publiques	- Traits pleins (à l'échelle)	
- privées	- Traits tiretés (ou ponctuels, tracé approximatif)	
- allées plantées		
BORNES et REPERES		
- borne de propriété	- Carré noir de 0,5 x 0,5 mm	[Dimensions variables, signes pleins, noirs ou carmins, ... - ⬤ lettre-code
- borne communale	- Carré noir de 1 x 1 mm	
- borne entre plus de deux communes	- Triangle	
- point trigonométrique	- ○ + lettre-code	

Éléments représentés	Signes indiqués par le Recueil ... de 1811 (texte et planches)	Variantes et signes non indiqués par les règlements
CONSTRUCTIONS		
- Edifice privé ("sol de maison")	- A-plat carmin "ombré" ou hachurage carmin (sur les plans minute)	
- Edifice non imposable ..	- A-plat indigo "ombré" ..	
- Entrée d'édifice souterrain		
- Edifice ruiné		
- Construction légère (en bois)		(en noir) 
- "Voûte"		
- Pont :		
. en maçonnerie	- 2 traits carminés (à l'échelle)	
. en bois	- 2 traits noirs (à l'échelle)	
- Edifices industriels :		
. moulin à vent	- "En perspective" ou plan	
. moulin à eau		
. moulin sur bateau		
- Eau :		
. forge		
. scierie		
. fonderie		